

Des centaines de personnes marchent à Alger

Page 24

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dixième année - N° 3463 - Ven. 16 - Sam. 17 janvier 2015 - Prix : 10 DA

Chute des cours du pétrole

Les membres de l'Opep réagissent

Page 3

Deux ans, depuis l'attaque terroriste de Tiguentourine

Les frontières du Sud algérien toujours sous menace sécuritaire

Page 2

La reprise dans un seul pays

Par Mohamed Habili

Dans une intervention faite avant-hier à New York, la directrice du FMI, Christine Lagarde, n'a pas fait preuve d'un grand optimisme quant à la perspective de reprise mondiale pour l'année qui commence, c'est le moins que l'on puisse dire. 2014 pourtant ne s'est pas terminée, contrairement aux précédentes depuis maintenant six ans, sans qu'apparaissent, en particulier au cours des derniers mois, des signes avant-coureurs d'un retournement de conjoncture à l'échelle mondiale. A ces vents favorables, a-t-elle fait remarquer, s'opposent des vents contraires plus nombreux et plus puissants, et qui, de plus, sont à l'œuvre partout dans le monde, y compris aux Etats-Unis, le seul pays développé à avoir renoué avec la croissance, et avec son corollaire, l'amélioration de l'emploi. En fait, les motifs de satisfaction, si l'on peut dire, que sont la reprise américaine et la forte chute du prix du pétrole, n'ont apporté leurs fruits que dans un seul pays : les Etats-Unis. Ce qui est plutôt paradoxal, en particulier pour l'un d'entre eux, à savoir la chute du prix du pétrole, qui devrait non seulement bénéficier à tous les pays importateurs, mais commencer à produire peu ou prou chez eux des effets similaires à ceux qui ont fait leur apparition dans l'économie américaine. Ici deux remarques s'imposent.

Suite en page 3

Le Sud en ébullition dans un front anti gaz de schiste

L'écologie mobilise en Algérie



Il s'agit des premières manifestations populaires contre un projet économique. Jusqu'à présent, l'opposition au gaz de schiste se limitait aux militants qui s'expriment notamment sur les réseaux sociaux ou à travers la presse. A l'heure où les anti-schiste mobilisent le Sud, l'Etat ne recule pas et continue de défendre le dossier.

Lire page 2

Marché de fruits

La production augmente, les prix aussi

Page 24

Une fiction historique signée Ahmed Rachedi

«Krim Belkacem» projeté en avant-première

Page 13

APW de Béjaïa Les élus continuent de s'entredéchirer

DÉCLARATION contre déclaration. C'est la situation qui prévaut au sein de l'APW de Béjaïa depuis plus d'un mois. Et le bras de fer reprend de plus belle à la faveur du ralliement d'un élu FFS il y a 15 jours à l'opposition qui a ainsi retrouvé sa majorité. Dans une récente sortie médiatique l'opposition qui dispose désormais de 22 élus sur les 43 que compte cette institution a réclamé la tenue d'une session extraordinaire s'appuyant sur le code de wilaya, notamment l'article 15 et le décret exécutif N° 13/217 du 18 juin 2013, portant règlement intérieur type de l'APW, la désignation de trois nouveaux vice-présidents ; (conformément à l'article 62 du code de wilaya et suite au retrait d'approbation aux trois ex-vice-présidents de la part de 24 élus/43), l'adoption des nouveaux bureaux des commissions permanentes, (conformément au PV dressé devant l'huissier de justice), la création d'une commission d'enquête de l'APW par rapport à la gestion du chapitre 914; (conformément aux articles 34,35 et 36 du code de wilaya) et une autre concernant l'absence d'un registre des délibérations, extraits de délibération non conforme à la loi, usage abusif et illégal de procurations etc.. De son côté le président de l'APW de Béjaïa réplique sèchement et avec des accusations. Dans une déclaration qui nous a été transmise mercredi dernier, il parle de «tentatives soutenues de déstabilisation et de neutralisation de l'APW». Selon lui, la revendication d'une commission d'enquête sur la répartition du chapitre 914 participe de cette opération et permet d'occulter la nécessité et la pertinence de la commission d'enquête sur le foncier, l'hydraulique, logements sociaux et logements de l'ENPI, gaz de ville etc.. Le P/APW estime que «la synchronisation des actions de déstabilisation, suggère l'omniprésence d'un chef d'orchestre (manipulateur) qui dispose de moyens de persuasion colossaux qui lui sont permis de déstabiliser une APW, jusque-là irréprochable et ce, pour des raisons faciles à appréhender», lit-on dans la déclaration. Il a, par ailleurs, rappelé que «le Premier ministre a été saisi le 27/04/2013 sur certaines propositions, dont l'organisation d'une année du savoir et du dialogue entre les civilisations à l'instar d'Alger, Tlemcen et Constantine, la réhabilitation des zones touristiques, dotation d'un Fonds de montagne pour la wilaya, la création d'une ville nouvelle sur la côte Ouest, décentralisation et augmentation des montants des PCD au profit des communes». Il a également assuré de son intention de «ne ménager aucun effort pour être à la hauteur des aspirations de la population et de la mission de développement de la wilaya qui accuse un grand retard dans tous les domaines dont «les infrastructures sportives, culturelles et éducatives, l'investissement dans les domaines agricole, forestier, halieutique, tourisme, la protection du foncier et de l'environnement, le développement PMI-PME, le réseau routier, projet de la CHU, dédoublement de la voie ferrée, complexe pétrochimique, stade, parc de loisirs et extension du port et de l'aéroport». Le P/APW soutient que «cette ambition est entravée par une poignée d'élus qui sont tombés dans le piège tendu par les instigateurs de cette déstabilisation».

Hocine Cherfa

Le Sud en ébullition dans un front anti gaz de schiste L'écologie mobilise en Algérie

■ Il s'agit des premières manifestations populaires contre un projet économique. Jusqu'à présent, l'opposition au gaz de schiste se limitait aux militants qui s'expriment notamment sur les réseaux sociaux ou à travers la presse. A l'heure où les anti-schiste mobilisent le Sud, l'Etat ne recule pas et continue de défendre le dossier



Par Meriem Benchaouia

La contestation contre l'exploitation de gaz de schiste est à son comble dans le sud du pays. Les protestataires ne comptent pas baisser les bras tant que les autorités ne répondent pas favorablement à leurs doléances. Il s'agit des premières manifestations populaires contre un projet économique. Jusqu'à présent, l'opposition au gaz de schiste se limitait aux militants qui s'expriment notamment sur les réseaux sociaux ou à travers la presse. A l'heure où les anti-schiste mobilisent le Sud, l'Etat ne recule pas et continue de défendre le dossier. En effet, le calme est loin d'être revenu dans la région et la vaste vague de contestation est loin de

s'essouffler après une quinzaine de jours de mobilisation. Face à ce climat de tension, les élus du Sud ont décidé de s'adresser directement au président Bouteflika. Dans un communiqué, les élus soulignent le danger de la situation et expriment leurs inquiétudes. «Frères et sœurs, pères et mères d'In Salah, nous, membres de l'APW, vous exprimons encore une fois, tout notre soutien indéfectible à la revendication populaire d'arrêter le projet d'exploration du gaz de schiste dans notre région. Nous souhaitons que les hautes autorités du pays, à leur tête le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, d'intervenir en urgence pour satisfaire cette revendication légitime et ne pas laisser, du coup, l'occasion à l'exploitation politique de ce mouve-

ment», lit-on dans le communiqué. Initié par la population d'In Salah à l'entame de la nouvelle année, le mouvement a été rallié par des milliers de citoyens et s'étend à d'autres wilayas du pays. A Tamanrasset, le mouvement de protestation s'est poursuivi, jeudi, par l'organisation d'une imposante marche avec la participation, notamment de collégiens, lycéens et étudiants, qui ont emprunté, depuis le centre universitaire Hadj Moussa Akhamoukh, les grandes artères de la ville, scandant des slogans rejetant l'exploitation du gaz de schiste dans la région, avant d'observer un sit-in devant le siège de la wilaya. Ce mouvement de protestation qui a paralysé l'activité commerciale, avec la fermeture des locaux commerciaux sur les grandes artères de la

ville, a donné lieu également à un rassemblement de protestataires au niveau du carrefour du quartier Tahaggart où ont été hissées des banderoles appelant à la suspension du projet dans la région d'In-Salah. A In-Salah, les protestataires poursuivent leur mouvement en se rassemblant devant le siège de la daïra pour manifester leur «refus de l'exploitation du gaz de schiste dans la région». Des marches pacifiques ont eu lieu lors desquelles il a été appelé à «l'intervention des pouvoirs publics pour la suspension du projet de gaz de schiste». Des centaines de citoyens sont sortis jeudi à Ouargla pour exprimer leur rejet, eux aussi, du projet. Les protestataires, tous âges confondus, ont entamé leur action de protestation par un rassemblement à la place Souk El Hadjar, arborant des banderoles sur lesquelles étaient écrits notamment «Non à l'exploitation du gaz de schiste» et «Nous sommes In-Salah», avant de marcher jusqu'au siège de la Direction des mines de la wilaya. Dans la ville de Djanet, wilaya d'Illizi, des citoyens ont, lors d'un sit-in devant la salle de cinéma Tassili, scandé des slogans rejetant le projet d'exploitation du gaz de schiste dans la région d'In-Salah, avant de poursuivre leur mouvement par une marche à travers l'artère principale de la ville. Le ministre de l'Energie, Youcef Yousfi, s'était rendu, jeudi dernier, dans la daïra d'In-Salah pour rencontrer les représentants des protestataires et notables de la région. Il les avait assurés, à cette occasion, que l'exploitation de cette énergie «ne comportait aucun risque», appelant les protestataires, par le biais de leurs représentants, à faire preuve de «sagesse». Les protestataires ont, toutefois, campé sur leur position et décidé de poursuivre leur action jusqu'à obtenir la suspension du projet.

M.B.

Deux ans, depuis l'attaque terroriste de Tiguentourine

Les frontières du Sud algérien toujours sous menace sécuritaire

Deux ans sont passés depuis l'attaque terroriste de site d'exploitation gazière de Tiguentourine. Trois jours de prise d'otages par le groupe armé islamiste «El Mouaqqine Biddam» (Les signataires par le Sang, groupe dissident d'AQMI) avant que l'Armée nationale ne mette fin à cette tragédie d'une manière spectaculaire.

C'était un vendredi matin du 16 janvier, lorsque des terroristes attaquent un bus transportant des employés du complexe gazier de Tiguentourine, situé dans la wilaya d'Illizi. Ensuite ils attaquent la base-vie du site et prennent d'assaut l'usine. Aujourd'hui, tout le monde se souviendra du défunt, Mohamed Lamine Lahmar, agent de sécurité qui a donné sa vie pour sauver plusieurs personnes en déclenchant l'alarme pour avertir les travailleurs qu'une attaque est en cours. Ils étaient 800 personnes prises en otages, dont 130 étrangers.

Cette attaque coïncidait avec l'intervention militaire de la France au Mali, et les terroristes réclament la fin de cette intervention mais les autorités algériennes refusent toute négociation.

Le 17 janvier 2013, l'Armée nationale passe à l'action et déploie ses éléments, autour du site d'exploitation. Cet assaut spectaculaire a permis la libération de 20 otages. Les forces spéciales finissent par reprendre le contrôle de la base-vie durant la nuit du 17. Le 19 janvier 2013, l'armée algérienne parvient à reprendre le contrôle entier du site. Selon le bilan officiel, 39 otages

étrangers et un Algérien (l'agent de sécurité) perdent la vie durant l'attaque. 29 terroristes sont quant à eux éliminés, et 3 sont capturés.

Depuis septembre 2014, Tiguentourine a repris sa production, cependant, les frontières algériennes avec le Mali, le Niger et en particulier la Libye restent sous haute menace sécuritaire. L'infiltration des terroristes et des trafiquants est devenue une activité à laquelle fait face l'Armée nationale au quotidien, d'ailleurs la Défense nationale diffuse à chaque fois des communiqués sur ses opérations effectuées dans ce cadre.

Et dans ce cadre, l'Algérie a procédé à la fermeture de ses frontières terrestres avec la Lybie et le Mali mais ceci n'a pas empêché le risque d'infiltration des terroristes et des trafiquants, d'ailleurs la Défense nationale avait annoncé l'arrestation d'une cellule composée de 12 personnes durant le mois en cours qui planifiaient des attaques terroristes en coordination avec des groupes en dehors des frontières. Il est à rappeler aussi que le 6 mai dernier, les éléments de l'ANP avaient éliminé 10 terroristes qui planifiaient une dangereuse attaque terroriste.

La menace sécuritaire au niveau des frontières est une réalité et si le chef suprême des forces armées, Abdelaziz Bouteflika a parlé de la nécessité de la stabilité de la région dans son message adressé, le 20 août, l'Armée nationale vient de confirmer la situation préoccupante au niveau des frontières est de l'Algérie. Dans l'édi-

torial du dernier numéro de la revue *El-Djeich*, datant du mois d'août dernier, l'ANP a adressé son constat de la situation sécuritaire au niveau des frontières. A ce propos, il est indiqué qu'à la lumière des perturbations et de l'atmosphère d'instabilité qui caractérise la région arabe et africaine sur le plan sécuritaire, économique et social, «l'Algérie se trouve confrontée à de réels et importants défis militaires et sécuritaires nécessitant une mobilisation de tous les instants afin d'enrayer toute tentative d'infiltration éventuelle à travers nos frontières et de parer aux différentes menaces, particulièrement la menace terroriste et autres dangers potentiels». *El-Djeich* qui est une revue mensuelle de l'ANP affirme la détérioration de la situation sécuritaire au niveau des frontières en expliquant que «la situation régionale a connu des développements tout aussi périlleux, caractérisés par la recrudescence des actes de violence et la détérioration préoccupante de la situation sécuritaire à nos frontières Est dont l'ampleur a provoqué un exode de populations vers nos frontières». Selon le constat de l'Armée nationale, ces développements sont de nature à «favoriser» l'infiltration et le déploiement de «groupes terroristes à l'intérieur de notre territoire» à travers les frontières, ajoutant que cette situation constitue «une menace réelle» à la sécurité et à la stabilité de toute la région.

Nacera Chennafi

Chute des cours du pétrole

Les membres de l'Opep réagissent

■ Les pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), dont l'Algérie, le Venezuela et la Russie, souffrent de la chute du prix de l'or noir, tombé en dessous de 50 dollars le baril.

Par Yazid M.

Même si le Venezuela abrite les plus importantes réserves de brut au monde, ses finances sont en piteux état car il dépend fortement de ses revenus pétroliers, qui apportent 96% de ses devises. D'où la tournée mondiale du président vénézuélien Nicolas Maduro qui l'a mené dans plusieurs pays membres de l'Opep, à savoir l'Iran, l'Arabie saoudite, le Qatar, la Russie et l'Algérie où il a effectué une visite de deux jours à l'invitation du Président Bouteflika. Le but de cette tournée est d'aboutir, en concertation avec les pays membres de l'Opep, à une remontée des prix du baril. En Russie, la chute vertigineuse depuis l'été des cours du pétrole, qui représente avec le gaz la majorité des revenus budgétaires du pays, a fait couler le rouble, déjà fragilisé par la crise ukrainienne et les sanctions européennes. L'Algérie et le Venezuela sont convenus à une plus grande coordination de leurs efforts pour réunir les conditions d'un assainissement de la situation du marché pétrolier face à la forte chute des cours du brut. Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, et son homologue vénézuélien, Nicolas Maduro, «sont convenus d'une coordination accrue des efforts des deux pays en vue de réunir les conditions d'un assainissement de la situation du marché pétrolier mondial et d'une rémunération adéquate des exportations de



Le président du Venezuela multiplie les contacts

pétrole», indique un communiqué conjoint, rendu public jeudi, à l'issue de la visite d'Etat effectuée, du 12 au 15 janvier en Algérie, par le président vénézuélien. «La question énergétique était au centre de la rencontre entre les deux chefs d'Etat et des échanges entre leurs délégations», note le communiqué. «A ce titre, ils ont souligné le rôle important dévolu à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) comme force stabilisatrice des prix du pétrole, pour corriger le déséquilibre prévalant sur le marché mondial des hydrocarbures, qui affecte la croissance normale de l'économie internationale et les perspectives de développement des pays du Sud». A rappeler qu'à l'issue de son entretien avec le Président Bouteflika mardi dernier, M. Maduro avait salué, dans une déclaration à la presse, les

efforts de l'Algérie pour trouver une solution «consensuelle» au problème de la chute des prix du pétrole. «Je tiens à réitérer tous mes remerciements au président de la République, Abdelaziz Bouteflika, pour tous les efforts fournis, pour tout l'appui apporté, l'aide donnée et les encouragements qu'il a exprimés pour aller tous ensemble dans ce sens», a-t-il dit. «Le Président Bouteflika m'a apporté tout son appui et m'a confirmé, encore une fois, la position de l'Algérie», a-t-il souligné, ajoutant avoir évoqué avec le chef de l'Etat «l'apport aussi bien des pays de l'Opep que des pays non-Opep afin d'arriver tous à un consensus» sur ce sujet. «Nous n'allons pas laisser faire ceux qui veulent perturber le travail qui a été fait depuis de nombreuses années et font en sorte de nous enlever notre patrimoine, nos richesses et ressources natu-

relles comme le pétrole», a-t-il avancé. A la veille de la réunion de l'Opep, tenue en novembre dernier à Vienne, le ministre de l'Energie, Youcef Yousfi, avait souhaité que cette organisation puisse avoir une «démarche consensuelle» pouvant dégager des solutions stables face à la chute des prix du pétrole. Mais en l'absence d'un consensus, l'Opep a décidé de maintenir son plafond de production de pétrole à 30 millions de barils par jour. Le président russe Vladimir Poutine et le président vénézuélien en visite à Moscou, Nicolas Maduro, ont discuté jeudi de la coopération bilatérale et de la situation du marché mondial de l'énergie, selon un communiqué publié sur le site internet de la présidence russe. Les présidents «ont discuté en détail» de la progression de la mise en œuvre de projets conjoints et de la situation du marché mondial du pétrole brut, a rapporté l'agence de presse Interfax, citant le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov. Les deux dirigeants ont appelé à «intensifier les projets conjoints dans divers domaines, dont l'énergie», a déclaré le porte-parole, sans donner de détails sur la rencontre. M. Maduro et Poutine ont appelé la commission intergouvernementale conjointe à accélérer ses travaux et «réaffirmé leur volonté de prendre des mesures vigoureuses pour compenser la chute des échanges bilatéraux survenue l'année dernière», selon Interfax.

Y. M.

Chute des prix du pétrole

Que faire contre l'entêtement saoudien ?

Que peuvent faire les pays de l'Opep et d'autres pays producteurs hors-Opep face à la position saoudienne de refuser de réduire sa production pour permettre aux cours de l'or noir de repartir à la hausse ? si l'on se fie aux dernières évolutions constatées, il est permis de croire à l'impuissance de ces pays face au plus gros producteur de pétrole qui est l'Arabie Saoudite. Selon des chiffres rendus publics jeudi à Vienne par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), le Sahara Blend, le brut de référence algérien, a perdu 16,67 dollars en décembre en tombant jusqu'à 62,93 dollars contre 79,60 dollars en octobre. Pis encore selon le patron du pétrolier russe Loukoïl le cours du baril de pétrole, qui a déjà perdu plus de la moitié de sa valeur depuis juin, pourrait tomber jusqu'à 25 dollars. Une estimation qui n'a rien de réjouissant. Le manque à gagner causé par la chute du prix du pétrole dont les cours sont tombés cette semaine à leur plus bas niveau en six ans, autour du seuil de 45 dollars le baril est estimé pour chaque pays producteur à des milliards de dollars. Pour la Russie ce sont quelque 100 milliards qui ont été perdus. Les pertes occasionnées à l'Algérie sont de l'ordre de 60 milliards. Cette dégringolade n'est pas sans conséquences. Elle conduit à des suppressions d'emplois dans le secteur et à l'abandon de certains projets peu rentables.

Une réalité qui serait derrière la tournée effectuée par le président vénézuélien en Iran, Arabie Saoudite, Algérie et Russie. Dans ces pays où il s'est rendu, le président vénézuélien, Nicolas Maduro, a tenté de sensibiliser ses homologues et autres interlocuteurs sur la nécessité de réagir au plus vite pour stabiliser les prix et réduire ainsi l'impact de cette chute sur leurs économies respectives. En Algérie où la question énergétique était au centre des entretiens qu'il a eus avec le président Bouteflika, il s'est assuré de l'appui et du soutien du gouvernement. L'Algérie et le Venezuela sont convenus à une plus grande coordination de leurs efforts pour réunir les conditions d'un assainissement de la situation du marché pétrolier face à la forte chute des cours du brut. Selon le communiqué conjoint rendu public, les deux pays «sont convenus d'une coordination accrue des efforts des deux pays en vue de réunir les conditions d'un assainissement de la situation du marché pétrolier mondial et d'une rémunération adéquate des exportations de pétrole». «Nous n'allons pas laisser faire ceux qui veulent perturber le travail qui a été fait depuis de nombreuses années et font en sorte de nous enlever notre patrimoine, nos richesses et ressources naturelles comme le pétrole», a avancé le président vénézuélien. Du côté de l'Iran, on fait preuve aussi de la même disponibilité à aller vers une plus grande coopéra-

tion pour tenter de sauver les meubles et arrêter l'hémorragie. Moscou serait dans les mêmes dispositions. Mais cette volonté affichée d'aller vers une démarche consensuelle se trouve confrontée à la détermination des Saoudiens qui ne l'entendent pas de cette oreille. Le ministre saoudien de l'Energie considéré comme l'homme le plus influent au sein de l'Opep, a réitéré la position de son pays sur la question de la réduction de la production en présentant son propre argumentaire : «Ce n'est pas dans l'intérêt des producteurs de l'Opep de réduire leur production, quel que soit le prix.» Et de poursuivre «qu'il soit de 20 dollars, 40 dollars, 50 dollars ou 60 dollars, cela n'a pas de sens», affirmation qui accredit la thèse selon laquelle les États-Unis et l'Arabie Saoudite se sont entendus pour nuire à deux adversaires communs particulièrement dépendants des recettes pétrolières : la Russie et l'Iran. Or il n'est un secret pour personne que dès lors qu'il s'agit de géopolitique, tous les Etats ne comptent plus et qu'ils sont facilement sacrificiables sur l'autel des intérêts de l'oncle Sam. Pourtant Washington aurait tout intérêt à écouter cette autre voix qui émane de certains exports qui pointent «qu'un prix du baril durablement bas serait dommageable pour les compagnies américaines et canadiennes qui forent à des coûts souvent supérieurs à 60 dollars le baril».

Maria Fouyal

LA QUESTION DU JOUR

La reprise dans un seul pays

Suite de la page une

La première c'est que les bons résultats enregistrés par la première économie au monde sont dus à des causes purement internes. Ce qui a fait que les Etats-Unis ont renoué avec la croissance dans la deuxième moitié de l'année écoulée, c'est en partie le début de l'exploitation des gisements d'hydrocarbures non conventionnels, ce n'est pas un quelconque bon vent qui aurait soufflé à travers le monde, et dont ils auraient su eux, à la différence des autres, et notamment des pays européens, tirer le meilleur parti. La seconde c'est que ce qui est bon, ou ce qui du moins devrait l'être, pour l'économie mondiale dans son ensemble, est mauvais pour les pays exportateurs de pétrole, dont le nôtre. S'il n'y a qu'aux Etats-Unis que la forte baisse des cours du pétrole s'est traduite par de la croissance, c'est parce que ce n'est que dans ce pays que du pétrole a été découvert et exploité. Tout autre pays qui bénéficierait d'une manne de même nature se porterait mieux aujourd'hui, même si probablement il ne connaîtrait pas un taux de croissance aussi élevé. C'est qu'il ne disposerait pas pour ce qui le concerne de cette deuxième manne appelée le dollar, la première monnaie de réserve, qui se trouve être par là même occasion celle qui a cours sur le marché des hydrocarbures. L'affermissement du dollar, alors même qu'il a coulé à flots, est l'autre levier dont se servent les Etats-Unis pour créer de la croissance tout en la gardant chez eux. A elle seule, la chute des cours du pétrole non seulement ne suffit pas à créer la relance mais peut se révéler un facteur d'aggravation de la crise. Dans son intervention, la directrice du FMI a bien signalé que la baisse du prix du pétrole, loin de profiter aux pays importateurs européens, pourrait au contraire leur nuire en amplifiant le danger dont ils sont menacés : la déflation. Il faut en effet avoir commencé à sortir de la crise pour que les bienfaits d'une baisse des cours du pétrole soient au rendez-vous. C'est justement ce qui s'est passé aux Etats-Unis. Reprise d'abord, ou plus exactement début de reprise, grâce notamment à une politique monétaire on ne peut plus accommodante, puis renforcement de cette même reprise par une bonne conjoncture en matière d'énergie. La séquence inverse ne s'est encore nulle part réalisée.

M. H.

Transport maritime commercial

La CNAN ouvre deux lignes vers le Portugal et les Etats-Unis

■ La Compagnie nationale de navigation (Cnan) a annoncé, ce jeudi, la réouverture de deux lignes commerciales régulières de transport maritime de marchandises reliant des ports algériens à ceux du Portugal et des Etats-Unis. Deux lignes maritimes qui viendront s'ajouter à celles déjà en exploitation, reliant les ports nationaux à ceux d'Anvers (Belgique) et de Hambourg (Allemagne).

Par Lynda Naili Bourebrab

La ligne Etats-Unis-Algérie, dont l'ouverture est attendue pour la première quinzaine du mois de février 2015, offrira une liaison directe entre le port de Houston (côte Est des Etats-Unis) et les ports algériens de Mostaganem et Skikda, avec une fréquence d'un départ par mois, a expliqué la Cnan Nord, une filiale du groupe Cnan, dans un communiqué. S'agissant de la ligne vers le Portugal, elle est d'ores et déjà mise en service depuis le 5 janvier en cours avec une première escale au port de Leixoes, deuxième port de com-

merce au Portugal, à destination d'Oran, Alger et Skikda. Deux départs sont programmés par mois à destination de tous les ports algériens, précise la même source, avant d'ajouter que les deux lignes de transport maritime seront assurées par des navires adaptés à tous types de cargaison (produits dangereux, équipements divers et industriels), disposant d'une capacité de chargement d'un total de 40 000 tonnes avec des moyens de levage pouvant atteindre 400 tonnes. L'ouverture de ces nouvelles lignes commerciales est une réponse visant à satisfaire la demande croissante en termes de transport maritime, qui à 95% reste le principal mode d'acheminement de marchandises importées par les opérateurs économiques en Algérie.

Ainsi, afin de réduire la dominance étrangère dans ce secteur la Compagnie nationale algérienne de navigation annonce un plan de développement d'envergure visant principalement à augmenter la part des armateurs nationaux à 25% du marché algérien de transport maritime de marchandises hors hydrocarbures à l'horizon 2020, par l'utilisation d'une flotte adaptée, et ce, soit en propriété, soit affrétée. A noter, à ce sujet, que Amar Ghoul, ministre des Transports, a affirmé que la part des armateurs nationaux dans le marché algérien de transport maritime de marchandises passera de 1% actuellement à 35% en 2015 et 2016, et ce, après l'acquisition de



25 nouveaux navires de marchandises. Par ailleurs, lors d'une visite qu'il a menée ce jeudi dans la wilaya de Tipasa, M. Ghoul a effectivement fait savoir à la presse qu'avec une «rationalisation des dépenses» et une «bonne gestion des installations» et «en fonction de l'évolution du marché pétrolier», le secteur des transports poursuivra les investissements inscrits à son compte. Et au ministre de réfuter une quelconque décision du gouvernement pour l'abandon

des projets colossaux, tels que le grand port commercial prévu entre Cherchell et Tipasa, ou les deux lignes ferroviaires électriques devant relier Alger et Tipasa, à partir de Zeralda, et Oran-Alger, à partir d'El Afroune.

Pour rappel, en 2014 la Cnan Nord avait mis en exploitation quatre navires de marchands, destinés à satisfaire, essentiellement, les besoins en équipements de maîtres d'ouvrage des projets réalisés en Algérie. Il s'agit des navires «Saoura»,

«Stidia», «Sedrata» et «Kherrata». Grâce à la capacité cumulée de ces cargos, Cnan Nord compte transporter 25 000 conteneurs en 2015, soit 600 000 tonnes de marchandises. La mise en exploitation de ces navires s'inscrit dans le cadre dudit plan de développement du pavillon national qui prévoit l'acquisition de 25 navires, dont 18 cargos pour Cnan Nord et sept navires pour Cnan Med, l'autre filiale du groupe Cnan.

Lynda N.B.

Transports

Les investissements publics maintenus

LES INVESTISSEMENTS publics dans le secteur des transports se poursuivront avec une rationalisation des dépenses, a assuré, jeudi à Tipasa, le ministre des Transports, Amar Ghoul, réfutant à cet égard toute allégation autour d'une «politique d'austérité».

«Il n'a nullement été question d'austérité dans le communiqué du Conseil des ministres», a affirmé M. Ghoul dans une déclaration à la presse, à la clôture d'une visite de travail à Tipasa, soulignant qu'«il (le communiqué) a surtout axé sur la rationalisation des dépenses publiques et la bonne gestion des installations», avec l'implication de toutes les parties, «en fonction de l'évolution du marché pétrolier», a-t-il insisté.

Le ministre a fait cas, dans ce contexte, d'une «situation particulière qui a poussé le gouvernement à la prise de dispositions et mesures permettant de faire face à tout choc pétrolier», affirmant, en outre, «la poursuite des efforts de concrétisation des projets et des investissements publics».

Il a, aussi, démenti que le gouvernement ait décidé d'abandonner des projets colossaux, tels que le grand port commercial prévu entre Cherchell et Tipasa, ou les deux lignes ferroviaires électriques devant relier Alger et Tipasa, à partir de Zeralda, et Oran-Alger, à partir d'El Afroune. Durant cette visite, M. Ghoul s'est rendu dans les villes de Bou-Ismaïl, Khemisti, Cherchell et Tipasa, où il a inspecté de nombreux projets de son secteur, dont celui d'une gare routière interurbaine et des ports de pêche.

Slim Y./APS

Tourisme et investissement

800 projets annoncés, mais...

Bien que l'Algérie soit un pays riche en potentiel touristique et de découvertes, elle connaît toujours une crise dans ce domaine. Rappelons que le pétrole est la seule source de l'économie algérienne mais ce dernier est un produit périssable à terme. Cependant, il est grand temps de faire en sorte que le tourisme puisse remplacer une nouvelle économie capable d'absorber le chômage et la malvie. Contrairement à ce que les responsables déclarent sur le tourisme, les investissements et les projets, l'état du tourisme reste invisible sur le terrain.

La ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Nouria Yamina Zerhouni, a annoncé, jeudi à Alger, l'approbation de plus de 800 projets touristiques au titre du plan quinquennal 2014-2019, ce qui permettra la création de plus de 25 000 postes d'emploi dans le secteur.

La ministre a affirmé que «813 projets d'investissement dans le secteur du tourisme ont été approuvés, dont 394 sont en cours de réalisation, ce qui favorisera la création de 25 265 postes d'emploi durant le quinquennat actuel et renforcera la capacité d'accueil dans le domaine de plus de 45 000 nouveaux lits». Rappelons que les investissements

dans le tourisme connaissent une progression timide. Le montant des investissements dans le secteur était de 153,3 milliards de dinars en 2013 et n'a augmenté que de 1% en 2014, souligne le rapport 2014. Dans le même contexte La ministre a assuré que l'Etat poursuivrait l'octroi de facilités aux investisseurs pour la promotion du secteur du tourisme, ajoutant que «les banques continueront leur financement des projets». Par ailleurs, au sujet du retard accusé dans la réalisation de certains projets touristiques à Jijel, M^{me} Zerhouni a indiqué que l'Etat avait consacré à cette région touristique «un montant de 25 millions de dinars pour la réalisation de 5 études de schémas d'aménagement qui en sont à la phase finale». Le schéma d'aménagement touristique de la région de El Aouana dans la même wilaya a également été approuvé et doté «d'un milliard de dinars». M^{me} Zerhouni a annoncé que «l'appel d'offres relatif à ce projet, dont les travaux de réalisation devront débuter en février prochain, avait été lancé en décembre 2014. Les offres font actuellement l'objet d'études». Quatre autres projets touristiques à caractère saharien, en dehors des zones d'expansion touristique (ZET), ont été approuvés en

2014, selon la ministre. Concernant le classement des hôtels, M^{me} Zerhouni a affirmé la promulgation, jusqu'à décembre dernier, de 664 décisions de classement, dont 248 hôtels 5 étoiles, 156 sans étoile et 1 158 établissements hôteliers, toutes catégories confondues. Afin de promouvoir les services hôteliers, la ministre a rappelé la réalisation de 4 nouveaux établissements de formation prévue à Oran, Ain-Témouchent, Constantine et Adrar, outre le transfert, dans la wilaya de Tipasa, du siège de l'Institut supérieur d'hôtellerie et de tourisme, sis à l'Hôtel El Aurassi, ce qui permettra de doubler sa capacité pédagogique.

Et le meilleur reste à venir. Il est certain que le tourisme en Algérie nécessite une réelle volonté politique de l'Etat de développer ce secteur et d'établir une politique touristique, suivie d'une stratégie et de plans d'actions. Le tourisme en Algérie ce ne sera pas pour cette année ou l'année qui suit, il faut mener un travail de longue durée sur plusieurs années pour viabiliser le terrain socialement, économiquement et culturellement.

Sarah Harchaou

Port d'Alger et aéroport Houari-Boumediène en 2014

Plus de 10 milliards de dinars de marchandises saisies

■ La marchandise est saisie soit à titre provisoire en attendant la finalisation de la procédure administrative autorisant son écoulement sur le marché national, soit il est demandé à l'importateur de la retourner vers le pays d'origine car non conforme aux critères en vigueur, a-t-il précisé avant de souligner que, parfois, la destruction de la marchandise s'impose.



Par Tarek H.

Les marchandises saisies en 2014 au niveau du port d'Alger, de l'aéroport Houari-Boumediène et des inspections

aux frontières et entrepôts sous douanes de la wilaya d'Alger s'élèvent à 10,5 milliards de DA, a-t-on appris jeudi auprès du représentant de la direction wilayale du commerce, Dehar Laâyachi. Ce dernier a indiqué

que la saisie de la marchandise au niveau du port d'Alger, de l'aéroport et des inspections aux frontières et entrepôts sous douanes de Baba Ali, Gué de Constantine, El Hamiz et Rouiba, s'explique par plusieurs motifs

dont la finalisation des procédures administrative et juridique régissant l'entrée de la marchandise sur le sol national.

La marchandise est saisie soit à titre provisoire en attendant la finalisation de la procédure administrative autorisant son écoulement sur le marché national, soit il est demandé à l'importateur de la retourner vers le pays d'origine car non conforme aux critères en vigueur, a-t-il précisé avant de souligner que, parfois, la destruction de la marchandise s'impose. Les marchandises non facturées proposées à la vente sur les différents marchés et locaux commerciaux de la wilaya d'Alger sont, elles, estimées à 1,5 milliard de DA, selon le bilan des activités de la direction durant l'année écoulée.

D'autre part, M. Dehar a affirmé que les équipes de contrôle de la qualité et de répression de la fraude ont estimé, après inspection des activités commerciales au niveau de la capitale

en 2014, la marchandise vendue en dehors du cadre légal en vigueur à 1,5 milliard de DA, alors que celle saisie dans le cadre de la répression de la fraude était de 34 millions de DA.

Pour la même année, 244 339 interventions ont été effectuées en matière de contrôle des activités commerciales au niveau de la wilaya, donnant lieu à 35 761 infractions dont 29 943 ont fait l'objet d'une poursuite judiciaire.

La majorité des interventions au nombre de 150 855 menées dans le cadre du contrôle de la qualité et de répression de la fraude ont donné lieu également à 9 139 infractions qui ont, toutes, fait l'objet de poursuites judiciaires contre 93 484 interventions de contrôle des activités commerciales, donnant lieu à 26 622 infractions dont 20 804 ayant fait l'objet de poursuite judiciaire.

Toujours en 2014, les équipes de contrôle relevant de la direction du commerce ont proposé la fermeture de 1 239 locaux commerciaux dont 209 pour des infractions liées à la qualité et aux prestations offertes au client et 1 030 autres pour des irrégularités liées aux activités commerciales.

Par ailleurs, les infractions se résument dans leur majorité, à la non détention d'un registre du commerce, au non-respect des règles d'hygiène et des conditions d'étalage des produits de consommation.

Pour ce qui est du contrôle sur prise d'échantillons de différents produits alimentaires, M. Dehar a ajouté que 1 401 échantillons ont été prélevés et 2 768 analyses effectuées notamment dans les fast-food, rappelant que 12 cas d'intoxication alimentaire ont été déplorés l'année dernière à Alger.

T. H./APS

Loi de finances 2015

L'allègement des charges financières favorise l'investissement

La mesure portant allègement des charges financières contenue dans la loi de finances 2015 favorise l'investissement, a estimé le directeur général des Domaines lors d'une journée d'étude sur le thème «Loi de finances 2015 et la relance économique», organisée jeudi à Oran. Mohamed Himour a relevé, dans ce sens, la diminution des redevances de la concession au profit des investisseurs de 5 à 3%, ainsi que l'exemption des frais d'enregistrement de la taxe de publicité financière et de la rémunération sous réserve seulement d'une déclaration de l'investissement auprès de l'Agence nationale du développement de l'investissement (Andi). Selon le directeur général des Domaines, «le changement du modèle de gestion du foncier public destiné à la promotion immobilière

commerciale mérite d'être mis en exergue», soulignant qu'il sera traité selon la formule de reconversion de la concession en cession.

«Il faut davantage d'efforts pour gérer rigoureusement et rationnellement le foncier public pour contribuer à atténuer la dépendance aux hydrocarbures», a déclaré M. Himour, appelant l'ensemble des parties concernées (administration, opérateurs publics et privés) à contribuer à l'amélioration du climat d'investissement notamment productif pour atteindre les objectifs escomptés, en termes de création d'emplois, d'augmentation des capacités de production nationale et de réduction des importations.

Le directeur de la communication et des relations publiques, Brahim Benali, a affirmé, pour sa part, que la loi de finances 2015

encourage l'investissement national à travers l'exonération de cinq ans de l'impôt sur le revenu global (IRG) et l'impôt sur les bénéfices des sociétés (IBS), en faveur des opérateurs économiques qui investissent dans les filières industrielles, notamment dans l'agro-alimentaire, l'industrie mécanique, la sous-traitance et les nouvelles technologies de l'information. Il a indiqué également, dans le même sens, un bonus de 3% sur les prêts bancaires et l'unification du taux de l'IBS et de la taxe sur l'activité professionnelle (TAP) pour cinq ans. Cette rencontre a été animée par les responsables des Domaines, des Impôts et des Douanes, en présence des élus locaux et des cadres de la finance et de la comptabilité.

Katia O.

Marchés

Le baril de pétrole pourrait descendre jusqu'à 25 dollars

Le dirigeant du pétrolier russe Loukoïl a estimé vendredi que le cours du baril de pétrole, qui a déjà perdu plus de la moitié de sa valeur depuis juin, pourrait tomber jusqu'à 25 dollars.

«Il peut tomber jusqu'à 25 dollars», a déclaré Vaguit Alekperov, cité par les agences russes. Le directeur général du numéro deux russe du secteur a estimé que le marché pétrolier resterait volatil toute l'année.

Les cours du pétrole sont tombés cette semaine à leur plus bas niveau en six ans, autour du seuil de 45 dollars le baril. Cette dégringolade conduit à des suppressions d'emplois dans le secteur et à l'abandon de certains projets peu rentables.

En Russie, qui tire la majeure partie de ses revenus budgétaires du pétrole et du gaz, le

phénomène, qui s'ajoute aux sanctions occidentales liées à la crise ukrainienne, a fait plonger le rouble. Si le pétrole se maintient à ce niveau, les autorités russes ont prévenu que le pays subirait un lourd déficit budgétaire et une chute du produit intérieur brut pouvant atteindre 5% cette année.

Par ailleurs, Les prix du pétrole se maintenaient à la hausse vendredi en cours d'échanges européens, en dépit des fondamentaux baissiers dont l'Agence internationale de l'énergie (AIE) qui estime que la chute actuelle des prix n'est pas suffisante pour relancer la consommation du brut.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mars valait 49,68 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE)

de Londres, en hausse de 1,41 dollar par rapport à la clôture de jeudi.

Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour livraison en février gagnait 1,09 dollar à 47,34 dollars.

Le pétrole préserve son rebond malgré des fondamentaux baissiers

«Les cours des contrats à terme du WTI et du Brent ont continué de grimper (vendredi), mais la hausse ne s'appuie sur aucun fondamental même si l'AIE a réduit ses estimations de la production des pays hors-Opep (Organisation des pays exportateurs de pétrole) et a dit qu'un

rééquilibrage des marchés pourrait se faire dans la deuxième moitié de l'année», soulignait Anthony Cheung, analyste chez Ransquawk.

L'Agence a réduit de 350 000 barils par jour sa prévision de croissance de la production dans ces pays pour 2015 par rapport à son précédent rapport.

Elle s'établit désormais à 950 000 barils par jour, pour une production totale de 57,5 millions de baril par jour (mbj) sur l'année.

La production des pays de l'Opep devrait également légèrement baisser selon l'AIE, atteignant 29,8 millions de barils par jour en 2015 soit un peu moins que le plafond fixé par le cartel à 30 mbj.

La production mondiale a ainsi augmenté de 2,1 mbj en

2014 par rapport à 2013, soutenue par la production de pétrole de schiste aux Etats-Unis, ce qui a permis aux pays non membres de l'Opep d'enregistrer une croissance record de 1,9 mbj l'an dernier, selon l'AIE.

L'agence a également maintenu ses prévisions sur la consommation de pétrole qui devrait croître de 0,9 million de barils par jour en 2014 pour atteindre 93,3 mbj.

En décembre, l'AIE avait révisé à la baisse sa prévision de croissance de la demande pour 2015, auparavant estimée à 1,1 mbj.

La hausse des prix du pétrole vendredi pouvait également être liée au passage du contrat de février au contrat de mars pour le Brent, selon des analystes.

Ali O.

Mascara

L'alimentation en eau de mer dessalée mise en service

■ La commune de Alaimia a été raccordée au réseau d'alimentation en eau potable à partir du couloir «MAO» (Mostaganem-Arzew-Oran) à travers le réservoir de Araba (Oran), pour un coût de 8 millions DA et dans un délai record d'un seul mois.

Par Bilal H.

Le réseau d'alimentation de la commune de Alaimia en eau, à partir de la station de dessalement de l'eau de mer d'El Macta (Oran), a été mis en service jeudi, lors d'une cérémonie présidée par le wali de Mascara, Ouled Salah Zitouni.

Cette opération, la première du genre dans la wilaya, profite à 3 000 habitants des villages de Rehamna, El Melh et El Menasria relevant de cette collectivité locale, en attendant la mise en servi-

ce de la 2^e tranche, la semaine prochaine, concernant la commune mère qui abrite 4 000 âmes, selon les explications fournies par le directeur des ressources en eau de la wilaya.

La commune de Alaimia a été raccordée au réseau d'alimentation en eau potable à partir du couloir «MAO» (Mostaganem-Arzew-Oran) à travers le réservoir de Araba (Oran), pour un coût de 8 millions DA et dans un délai record d'un seul mois, a-t-on signalé. Les habitants de la commune de Alaimia ont expri-



P.H. DR

mé leur satisfaction quant au parachèvement du projet qui assure leur alimentation, dans une première phase, avec une moyenne de 12 heures/jour avant de passer à un ratio H/24, une fois les conduites et un réservoir de 3 000 mètres cubes réalisés.

Cette collectivité recevait l'eau auparavant qu'une heure par jour en hiver et une fois par quinzaine en période estivale, a-t-on rappelé. Par ailleurs, le wali de Mascara a mis en service la station d'épuration des eaux usées de la commune d'El Keurt, dotée d'une capacité de 500 000 m³ pour l'irrigation de 29 hectares. M. Zitouni a, en outre, mis en service une infrastructure similaire dans la commune de Matemore, dotée d'une capacité de 1 million de mètres cubes destinés à l'irrigation de 80 ha de terres agricoles.

Le chef de l'exécutif a donné également le coup d'envoi des travaux de réalisation du périmètre irrigué de la plaine de Ghriss au titre de la première tranche, qui a nécessité un montant de 3 milliards DA.

Ce projet porte sur le transfert

de l'eau du barrage de Ouizert vers deux réservoirs d'une capacité de 40 000 m³ dans la commune de Froha, puis vers le réseau d'irrigation destiné à 1 000 ha sur une distance de 28 km.

M. Zitouni a inspecté, à Bouhanifia, deux projets d'aménagement de l'oued de Bouhanifia et s'est enquis de l'opération d'extension de la capacité de la station de traitement d'eau potable alimentant les communes de Bouhanifia, Hacine et Mascara, qui seront livrés en février prochain.

B. H./APS

Sétif

Prochaine distribution de 850 logements

UN QUOTA de 850 logements publics locatifs (LPL) sera distribué «courant 2015» dans la daïra d'Ain Oulmène (sud de Sétif), a indiqué, jeudi à l'APS, le chef de daïra Abdelmadjid Ghaïb.

Ces unités sont en cours de réalisation dans les communes d'Ain Oulmène, Guellal et Ouled Si Ahmed, a précisé le même responsable.

Les enquêtes de terrain préalables à l'attribution de ces logements ont été effectuées par des brigades mobiles constituées à cet effet, a déclaré M. Ghaïb, rappelant que 3 870 unités ont été réservées à cette daïra dans le cadre du programme quinquennal 2010-2014, parmi lesquelles 950 LPL, 1 670 logements ruraux et 200 habitations promotionnelles.

Troisième circonscription territoriale de la wilaya de Sétif en termes d'importance, la daïra d'Ain Oulmène abrite une population de 140 000 habitants.

B.S.

Souk Ahras

Des transformateurs pour renforcer la fourniture d'électricité

Au moins 91 transformateurs viennent d'être mis en service à Souk Ahras, au titre du programme d'urgence accordé à la wilaya en 2013 pour le renforcement de la fourniture d'énergie électrique, a indiqué jeudi le directeur de l'énergie, Boumediène Seghiri. Ces équipements, qui font partie d'un programme portant sur la réalisation de 126 transformateurs, sont également destinés à mettre fin aux coupures enregistrées durant la saison estivale, a précisé à l'APS le même responsable, en marge des travaux de la 4^e session ordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya (APW). M. Seghiri a éga-

lement fait état du lancement de deux projets de construction, à Sedrata, d'un transformateur d'une capacité de 60/30 kilovolts et de la réinstallation d'une ligne électrique de 90 kilovolts assurant l'alimentation électrique entre la commune d'El Aouinet (Tebessa) et la ville de Souk Ahras.

Le directeur local de l'énergie a appelé, au cours de cette session présidée par le wali, à l'installation de générateurs électriques dans des endroits stratégiques, et à la sécurisation de certaines villes de la wilaya souvent affectées par des intempéries pouvant causer des coupures électriques et ce,

à travers la création d'un réseau électrique secondaire, notamment dans les communes d'Ouled Driss, Aïn Zana et Machrouha.

Le même responsable a rappelé, dans ce contexte, que 25 sur les 26 communes de la wilaya ont été touchées par des coupures de cette énergie lors des dernières intempéries.

La réhabilitation des anciens réseaux électriques et l'ouverture de nouvelles antennes de la Société de distribution de l'électricité et du gaz (SDE) dans les communes de M'daourouch et Machrouha ont été recommandées lors de cette session.

Fouad S.

Médéa

Une grande superficie réservée à la céréaliculture

Une superficie de 110 000 hectares a été emblavée dans la wilaya de Médéa, au titre de la présente campagne labours-semences, soit plus de 90% des surfaces réservées, cette année, à la céréaliculture, estimée à 120 000 hectares, selon la direction des services agricoles.

Le faible taux de pluviométrie enregistré durant le mois d'octobre, période qui coïncide avec le début de la campagne, durant lequel le niveau des précipitations n'avait pas dépassé les 5 mm, notamment dans les par-

ties est et sud-est de la wilaya, a contraint beaucoup de céréaliculteurs à retarder l'entame des opérations de labours-semences, a expliqué un responsable à la DSA. Il a par ailleurs précisé que l'important apport pluviométrique enregistré au cours des mois de novembre et décembre, a permis de rattraper ce retard. Ce responsable estime que l'objectif prévisionnel des 120 000 hectares sera atteint, en dépit de ce facteur, affirmant que toutes les dispositions ont été prises en vue d'accompagner les céréaliculteurs qui

ont connu des difficultés pour entamer leurs travaux, notamment en matière d'accès aux semences et engrais, outre l'assistance technique assurée par les cadres du secteur.

La direction escompte réalisée, au titre de la prochaine campagne moissons-battage, une production de l'ordre de 2,4 millions de quintaux de céréales, soit le double de la récolte engrangée, lors de la précédente campagne, qui était de 1,1 million de quintaux.

Djamel K.

Jijel Une bonne récolte d'huile d'olive attendue

UNE PRODUCTION de 24 233 hectolitres d'huile d'olive est attendue à Jijel au terme de la campagne oléicole qui tire à sa fin, après deux mois de cueillette d'olives, a-t-on appris, jeudi, auprès de la direction de wilaya des services agricoles (DSA).

Cette production proviendra de la trituration de près de 126 000 quintaux d'olives dans les huileries modernes et semi-traditionnelles en activité dans cette région, a indiqué un chef de service à la DSA de Jijel, Lyes Bousdira.

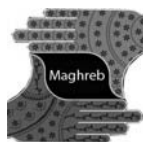
Ce responsable a toutefois précisé que cette campagne a enregistré une «légère» baisse de production d'olives à cause, essentiellement, d'un déficit pluviométrique et des incendies qui ont décimé une bonne partie des oliveraies. Sur les marchés, le prix de l'huile d'olive, un produit très sollicité dans la région, connaît une hausse sensible comparativement aux années précédentes.

Le litre d'huile est en effet écoulé à partir de 650 dinars et peut atteindre les 900 dinars, selon les zones de provenance.

Le bilan non encore exhaustif de cette campagne indique que deux cent cinquante cinq quintaux d'olives de table (non destinées à la trituration) ont déjà été récoltés.

La wilaya de Jijel, où deux associations professionnelles agréées activent dans le domaine oléicole, dispose d'une superficie de 14 300 hectares d'oliviers. La région compte 134 huileries (47 modernes et 87 traditionnelles) et 1 408 oléiculteurs, selon la chambre locale de l'agriculture.

Hassan D.



Libye

Accord à Genève pour un gouvernement d'unité nationale

■ Les parties libyennes participant à la réunion de Genève sous l'égide de la Mission d'appui des Nations unies en Libye (Misnul) sont parvenues à un accord sur un agenda en vue de former un gouvernement d'unité, selon un communiqué de l'ONU.

Par Hani Y.

Il ont également appelé à une cessation des hostilités pour faciliter le dialogue. «Les participants ont appelé toutes les parties à cesser les hostilités pour créer un environnement positif pour le dialogue», a indiqué hier un communiqué de l'ONU après deux jours de réunion. Jusqu'à présent, seule la Misnul appelait à cette cessation des combats.

Ce premier cycle de discussions a permis un accord sur un agenda avec l'ambition de «parvenir à un accord pour former un gouvernement d'unité consensuel et la nécessité de dispositions de sécurité pour arrêter les combats et garantir le retrait par phases des groupes armés de toutes les villes libyennes afin de permettre à l'Etat d'affirmer son autorité sur les infrastructures vitales du pays».

Il n'y aura pas de réunion vendredi et l'ONU ne précise pas quand sera la prochaine réunion. Les discussions ont été «constructives» et ont été menées dans une «atmosphère positive».

Les participants demandent la libération des détenus illégalement, que la question des déplacés et des réfugiés soit traitée, la réouverture des aéroports et la liberté de mouvement dans le



pays.

Poursuites des négociations pour tenter de pacifier le pays

Les discussions entre représentants des parties libyennes en conflit pour une solution à la crise politique et sécuritaire dans le pays, entamées mercredi à Genève, se sont poursuivies jeudi, selon le service de presse de l'ONU.

«Les discussions ont été constructives au cours de la première session mercredi et se sont déroulées dans une atmosphère positive», a déclaré le porte-parole de l'ONU.

«La Mission d'appui des Nations unies en Libye (Misnul) a relevé une claire détermination parmi les participants d'assurer le succès du dialogue», a-t-elle ajouté.

Soulignant d'emblée que ces négociations qui vont se poursuivre la semaine prochaine vont être «longues» et «compliquées», le représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour la Libye, Bernardino Leon, avait déclaré lors d'une conférence de presse au début des discussions : «Notre premier objectif est d'arriver à un accord

politique acceptable par tous les Libyens, en respectant les acquis de la révolution du 7 février et les institutions». Et le deuxième objectif est de mettre «fin aux combats, car la Libye est en train de sombrer dans le chaos», avait-il poursuivi.

M. Leon, qui est également chef de la mission de l'ONU (Misnul) en Libye, avait indiqué qu'il fallait «compter avec la créativité libyenne, étant donné que chaque Libyen a un plan pour sortir de la crise».

Après la chute de l'ancien régime de Muammar Kadhafi en octobre 2011, la Libye s'est enfoncée dans le chaos avec la montée en puissance des milices d'ex-rebelles qui font aujourd'hui la loi en l'absence d'une armée et d'une police régulière bien entraînées.

La situation dans ce pays du Sahel s'est aggravée davantage ces derniers mois avec deux gouvernements et deux Parlements parallèles, et les deux plus grandes villes du pays, Tripoli et Benghazi (est), sont tombées entièrement ou partiellement aux mains de milices rivales qui se disputent le pouvoir et la manne pétrolière.

Lamamra rencontre au Caire le chef de la diplomatie libyenne

Le ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, a rencontré, jeudi au Caire, son homologue libyen Mohamed Eddairi, en marge de la réunion consultative des ministres arabes des Affaires étrangères, tenue en prévision de la réunion du Comité de suivi.

Dans une déclaration à l'APS à l'issue de la rencontre, M. Lamamra a indiqué qu'il s'agissait d'une réunion de concertation ordinaire, à la lumière du lancement des efforts onusiens tendant à réunir les belligérants libyens autour d'une même table de dialogue à Genève sous l'égide de l'envoyé de l'ONU.

«Nous avons pris acte des vues du gouvernement libyen issu du Parlement siégeant à Tobrouk, quant aux derniers développements en Libye. Nous avons également informé la partie libyenne de la poursuite des efforts de l'Algérie en continuité de ceux consentis par l'ONU pour le lancement d'un dialogue interlibyen inclusif à même de conforter la crédibilité et la représentativité des institutions

libyennes», a souligné M. Lamamra. Le chef de la diplomatie algérienne a indiqué que cette rencontre «amicale» avait également porté sur l'examen de la question libyenne par le Conseil constitutionnel de la Ligue arabe. «Ce qui a été convenu récemment lors de la réunion des délégués, constitue la véritable plateforme à soumettre au Conseil ministériel», a-t-il ajouté. M. Lamamra a, par ailleurs, réaffirmé la position de l'Algérie et son soutien à la Libye et à son peuple frère, souhaitant voir la Libye renouer avec la stabilité et le progrès et recouvrer la place qui est sienne sur les scènes arabe et africaine.

H. Y./APS

Tenue du forum Crans Montana dans la ville de Dakhla occupée Le Front Polisario dénonce

LE FRONT Polisario a dénoncé la tenue du forum Crans Montana (édition 2015) dans la ville de Dakhla occupée, estimant que cette décision constitue un «affront» à la communauté internationale, au droit international et au peuple sahraoui, rapporte jeudi l'agence de presse sahraouie SPS. Dans une lettre adressée au président du forum, Jean-Paul Carteron, le représentant du Front Polisario auprès de l'Union européenne, Mohamed Sidati, a appelé à «reconsidérer la décision de la tenue de l'événement au Sahara occupé, territoire sujet d'un processus de décolonisation inachevé et relevant de la responsabilité directe de l'ONU». Le responsable sahraoui a appelé aussi le président du forum à «assumer sa responsabilité conformément à la légalité internationale», tout en l'invitant à «s'abstenir de soutenir l'occupation illégale du Sahara occidental à travers l'alignement avec un régime répressif, qui continue de nier le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance depuis plus de 40 ans». M. Sidati a rappelé, dans sa lettre, que le Maroc «poursuit ses violations quotidiennes des droits humains contre les civils sahraouis dans les territoires occupés du Sahara occidental», citant plus particulièrement «l'assassinat, la détention arbitraire, la torture, les disparitions forcées, les procès militaires pour les civils et les restrictions sur les libertés de mouvement, d'association et de réunion». Le représentant sahraoui a, en outre, rappelé que le Sahara occidental «est inscrit par les Nations unies comme un territoire non autonome en attente de décolonisation» et qu'il est considéré comme «la dernière colonie en Afrique», soulignant, dans ce sens, que «la Cour internationale de justice a reconnu le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et rejeté les revendications du Maroc pour la souveraineté sur le territoire».

R. M.

Responsables des violences en Libye

Le Parlement européen veut des sanctions

Le Parlement européen a appelé jeudi l'Union européenne (UE) à imposer des «sanctions ciblées» contre les responsables des violences en Libye, un pays livré au milices et en proie à l'anarchie institutionnelle depuis fin 2011.

Cette démarche du Parlement européen intervient alors que des parties au conflit en Libye se sont retrouvées mercredi à Genève sous l'égide de l'ONU pour tenter de mettre fin aux violences dans ce pays.

L'UE devrait «soutenir ces efforts en adoptant, elle aussi, dès à présent, des sanctions ciblées» contre les responsables de «violences armées et de violations des droits de l'Homme, et du boycott des négociations menées sous les auspices des Nations unies», ont souligné les membres du Parlement européen.

Les eurodéputés ont ajouté que ces sanctions devraient inclure le «gel des avoirs et l'interdiction de voyage» pour ces responsables, tout en exhortant toutes les parties au conflit à un «cessez-le-feu inconditionnel».

Les entretiens de Genève devaient durer jusqu'à hier, puis seront suspendus pendant le week-end avant de reprendre la semaine prochaine. Le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU pour la Libye, Bernardino Leon, a prévenu que ces discussions risquent d'être «longues et compliquées».

La Banque centrale plaide pour des mesures d'austérité

La Banque centrale libyenne a plaidé jeudi pour la mise en œuvre de mesures d'austérité, en vue de maîtriser le déficit budgétaire qui a atteint 18,6 milliards de dollars en 2014, plombé par l'effondrement de la production pétrolière.

«Des mesures urgentes sont nécessaires, aussi douloureuses soient-elles, afin de mieux gérer nos dépenses et répondre aux besoins quotidiens de la population», a indiqué l'institution financière dans un communi-

L'autorité monétaire a également souligné que le déficit budgétaire pourrait avoir un «effet négatif» sur les réserves de change, notant indirectement qu'elle avait déjà commenté à y puiser pour maintenir le pays à flot.

«En raison des dangers qui apparaissent, la Banque centrale va prendre temporairement des mesures d'austérité pour maintenir les réserves de change jusqu'à ce que la situation revienne à la normale», a-t-elle précisé.

La Banque centrale a, entre autres, souligné que la chute des cours sur les marchés internationaux avait aussi contribué à la crise financière en Libye.

La production pétrolière qui s'élevait, avant la révolte de 2011, à plus de 1,5 million de barils par jour, représentant 95% des exportations du pays et 75% de ses revenus, est tombée à quelque 350 000 barils par jour en décembre.

Ali O.



Europe

Coups de filet antiterroriste

■ Arrestations de 15 membres présumés d'une cellule sur le point de tuer des policiers en Belgique, coup de filet dans la mouvance islamiste à Berlin, interpellations en région parisienne: l'Europe était hier sur le pied de guerre face aux jihadistes après les attentats contre Charlie Hebdo.

Par Ali.O

Paris, où il a reçu le secrétaire d'État américain John Kerry, le président François Hollande a appelé à une réponse «collective» et «ferme» face au terrorisme auquel «nous (...) faisons la guerre». L'enquête sur les attentats qui ont fait 17 morts la semaine dernière a rebondi en France : 12 personnes ont été placées en garde à vue dans la nuit de jeudi à hier en région parisienne. Les huit hommes et quatre femmes sont soupçonnés d'un «possible soutien logistique» aux tueurs, selon une source judiciaire.

«Ces interpellations montrent la détermination de l'État (...) L'État veut agir de manière implacable, pour mettre la main sur tous ceux qui ont pu être complices de ces attentats barbares», a déclaré le Premier ministre Manuel Valls.

La Belgique a arrêté 13 personnes sur son territoire, dans le cadre d'une opération, préparée depuis des semaines, pour «démanteler une cellule terroriste et son réseau logistique» sur le point de «tuer des policiers sur la voie publique et dans les commissariats», a annoncé hier le Parquet fédéral.

Par ailleurs, deux ressortissants belges ont été interpellés en France, et la Belgique va demander leur extradition, a indiqué un substitut du Parquet, Thierry Werts, lors d'une conférence de presse.

L'opération a été marquée par



Ph. > D. P.

un violent assaut de la police à Verviers (est). Deux suspects sont morts après avoir riposté à l'arme de guerre, et un troisième interpellé.

Ils s'apprêtaient à passer à l'acte «au maximum sous quelques jours», a affirmé Werts.

Le trio était en possession notamment de «quatre fusils de type Kalachnikov AK 47» ainsi que d'armes de poing, de munitions, d'uniformes de police, de téléphones portables, de matériel de communication, de documents falsifiés et de grosses sommes d'ar-

gent.

Le groupe, dont certains membres «ont combattu en Syrie», planifiait des «attaques dans toute la Belgique», a précisé un autre substitut, Eric Van der Sijpt. Plus de 3 000 jeunes Européens sont partis combattre en Syrie, selon les experts, dont environ 30% sont revenus en Europe. «L'opération a permis de porter un coup important au terrorisme en Belgique», a estimé Van der Sijpt.

«Les opérations sur le terrain sont terminées», a indiqué le ministre belge des Affaires étrangères, Didier Reynders.

Le niveau de menace terroriste, qualifié de «grave», a été relevé dans la nuit d'un cran, à 3 sur une échelle de 4, pour l'ensemble du royaume. La Commission euro-

péenne a indiqué avoir aussi renforcé sa sécurité.

A Bruxelles, les postes de police filtraient les entrées, et la surveillance du Palais de justice a été renforcée. Les policiers ont reçu consigne de porter à l'extérieur armes et gilets pare-balles, et de patrouiller à plusieurs.

Les cours ont aussi été suspendus dans les grandes écoles juives de la capitale et d'Anvers, ainsi que dans un établissement à Amsterdam, aux Pays-Bas.

«Une telle opération de nettoyage (...) pourrait amener d'autres à passer à l'acte», a justifié le ministre de l'Intérieur, Jan Jambon.

Reputé être un vivier du radicalisme islamique, sur fond de chômage et de pauvreté, la ville de Verviers accusait le coup. «Je suis sous le choc», lançait Eva Ruiz, qui

travaille dans une école proche du lieu de l'assaut. «Rien de tout cela ne doit perturber l'équilibre fragile qui permet à cette ville de tenir sur ses jambes», a réagi le bourgmestre (maire), Marc Elsen, saluant la «réaction très ferme de la communauté musulmane» locale.

Les autorités belges préparaient cette opération depuis des semaines, a précisé le parquet, avant les attentats de Paris. Le coup de filet «ne fait pas partie d'une opération à grande échelle au niveau européen», a assuré M. Van der Sijpt. «Il s'agit essentiellement d'une opération belge menée en Belgique.»

«Il n'y a pas de lien entre les attentats à Paris et ceux programmés en Belgique» ni «entre les filières», a insisté Reynders, même si des échanges d'informations ont eu lieu entre polices belge et française.

«Il va falloir faire comprendre à beaucoup de partenaires que l'échange d'informations doit s'améliorer», a affirmé le ministre, dont le pays plaide, notamment avec la France, pour un sursaut de mobilisation antiterroriste au niveau européen. «Le but c'est de prévenir, d'éviter que des attentats ne soient commis.»

A Berlin, une dizaine de perquisitions au sein de la «mouvance islamiste» ont été effectuées hier matin. Deux Turcs ont été arrêtés, membres présumés d'un groupe qui envisageait «un acte violent grave en Syrie», selon la police.

En France, l'émotion reste très vive. Les obsèques de Charb, le patron du journal satirique Charlie Hebdo, se sont déroulées à Pontoise, près de Paris. Le dessinateur Honoré devait aussi être inhumé hier. A. O.



Points chauds

Ouverture

Par Fouzia Mahmoudi

agnant chaque jour un peu plus de crédibilité en tant que représentant le plus pertinent pour la droite, Alain Juppé précise aujourd'hui ses conditions quant à la tenue de la primaire qui doit déterminer en 2016 qui sera celui qui représentera l'UMP à la présidentielle de 2017. L'ancien Premier ministre a en effet une nouvelle fois fait monter la pression quant à l'organisation de la primaire à droite pour la présidentielle de 2017. Interrogé lundi lors de ses vœux à la presse dans sa mairie de Bordeaux, l'ancien patron de l'UMP a énuméré «trois sujets de vigilance» quant à l'organisation de cette consultation. Le premier étant de savoir qui serait en charge de l'organisation de cette primaire qu'Alain Juppé a toujours déclaré souhaité ouverte. Selon lui, c'est ainsi. Ce doit être «une instance indépendante et pas simplement un parti politique», a-t-il expliqué. Concernant les modalités de ce vote, le maire de Bordeaux penche pour le vote physique, plutôt que le vote électronique, qui doit se faire dans «un ensemble de bureaux de vote suffisamment nombreux et suffisamment bien répartis sur le territoire national». Enfin, quant à savoir qui seront les électeurs qui seront appelés à voter durant cette élection primaire, Juppé a défini «la cible» et le corps électoral de cette primaire, qui doit être «largement ouverte à tous ceux qui ne veulent pas du Front national et à tous ceux qui pensent que l'expérience en cours doit être interrompte». La formule consistant à dire pour toute personne désirant y participer qu'elle «adhère aux valeurs républicaines de la droite et du centre me convient», a-t-il dit. Mais si cette primaire «n'était pas suffisamment ouverte», a-t-il prévenu une nouvelle fois devant quelques journalistes, il se «réserve le droit de ne pas se sentir lié par le résultat» et présenterait alors une candidature indépendante. L'un de ses proches, Hervé Gaymard, a déjà lancé le même avertissement. Le 18 décembre, il a clairement signifié que si le président de l'UMP, Nicolas Sarkozy, n'avait pas l'intention d'ouvrir suffisamment la primaire, Alain Juppé pourrait «évidemment prendre sa liberté». L'ancien Premier ministre, qui s'est déclaré dès le mois d'août candidat à l'investiture pour l'échéance de 2017, a souligné qu'il souhaitait «consacrer cette année 2015 à approfondir son projet», grâce à son site Internet et au travers de «tables rondes sur le terrain» associant divers acteurs de la société civile. Reste à savoir si Nicolas Sarkozy, qui commence certainement à concevoir ce qui était encore impensable il y a seulement quelques mois, que Alain Juppé pourrait bien lui voler sa candidature pour 2017, sera prêt à se plier aux exigences de son ancien ministre des Affaires étrangères et prendre ainsi le risque de causer sa propre défaite à la primaire et de rater l'occasion qu'il attend depuis 2012 de prendre sa revanche sur François Hollande. F. M.

Afrique

Meurtrières inondations au Malawi et au Mozambique

De nouvelles fortes pluies étaient attendues en fin de semaine dans la zone frontalière entre le Malawi et le Mozambique, ravagée par des inondations meurtrières qui ont fait au moins une soixantaine de morts, des dizaines de disparus et 100 000 sans-abris. «Ce à quoi on assiste n'est que le début du commencement des pluies. Le gouvernement appelle la population vivant dans les districts exposés aux inondations à se déplacer d'urgence vers des zones plus en altitude pour éviter de nouvelles pertes humaines», a déclaré Paul Chiunguzeni, premier secrétaire à la gestion des catastrophes au Malawi, dans un communiqué.

Vu l'étendue de la catastrophe, les autorités sanitaires locales redoutent aussi désormais aussi l'apparition de cas de dysenterie, choléra et fièvre typhoïde. A Blantyre, la capitale économique du Mozambique, les pompes qui amènent l'eau potable sont engorgées par les débris et l'eau courante est coupée depuis plusieurs jours dans certains quartiers.

Des résidents des quartiers pauvres ont été contraints de tirer de l'eau de puits non salubres ou de rivières sales, a constaté l'AFP.

«La situation est très grave, je ne sais pas si l'on peut dire scienti-

fiement que c'est du jamais vu mais ce sont les pires inondations depuis cinq ans au Malawi sans aucun doute», a expliqué à l'AFP Hein Zeelie de l'agence onusienne pour la coordination des secours OCHA.

«Il n'a pas cessé de pleuvoir jusqu'à maintenant, et c'est très difficile de donner un bilan complet de l'étendue des dégâts», a-t-il ajouté. «Il va continuer de pleuvoir, en particulier dans le centre et le nord du Malawi», a-t-il également indiqué.

Chaque année, le Malawi se prépare à la saison des pluies - l'été en Afrique australe - mais selon Zeelie, «quand bien même on se serait très bien préparé, la quantité extrême des pluies aurait conduit à la situation actuelle. Dans certaines zones, on parle de plus de 300 millimètres d'eau tombés entre le 7 et le 15 janvier».

Au Malawi, le bilan officiel hier à la mi-journée était toujours de 48 morts et de plus de 100 disparus. Au Mozambique, la presse recensait 16 morts dans la province de Zambézie(Sud). Une embarcation s'est en outre retournée sur le fleuve Licungo, mais ses 8 occupants ont été récupérés vivants.

Mais ces bilans restaient provisoires dans l'attente de pouvoir recouper et regrouper les informa-

tions données par les responsables de districts. La moitié des 28 districts du Malawi pays a été placée en état de catastrophe naturelle

Dans le seul district de Nsanje (sud), «plus de 100 personnes sont portées disparues», a précisé Harry Phiri, responsable de ce district voisin du Mozambique. «L'eau a rasé plusieurs villages et on craint que les disparus soient morts».

Contacté par l'AFP, l'un des responsables de l'Institut national de météorologie, Lelo Payob, a annoncé «de fortes précipitations cette nuit et demain (hier et aujourd'hui ndlr) dans le sud et à Maputo, jusqu'à 50 mm de précipitations».

Dans le sud du Malawi, la zone la plus affectée par les précipitations extrêmes tombées en neuf jours, 1 180 victimes des inondations, perchées là où elles le pouvaient pour échapper à la noyade, ont pu être secourues par l'armée dans les districts de Nsanje et Chikwawa, par hélicoptère ou bateau, a-t-il précisé.

Bien qu'il ne pleuve plus aussi fort à Blantyre, la capitale économique, les services météo s'attendent également à de nouvelles pluies torrentielles dans le pays.



Une fiction historique signée Ahmed Rachedi

«Krim Belkacem» projeté en avant-première

■ «Krim Belkacem», une fiction historique éponyme dédiée au parcours révolutionnaire et politique d'un des symboles de la guerre de Libération et un des principaux négociateurs aux accords d'Evian, réalisée par Ahmed Rachedi, a été présentée jeudi à la presse.



PH. : DR

Par Abia Selles

Le long-métrage de fiction historique «Krim Belkacem» a été projeté jeudi à la presse algérienne. D'une durée de 150 mn, ce film a été produit par le ministère des Moudjahidine sur un scénario coécrit par Ahmed Rachedi, Boukhalfa Amazit et le commandant Azzeddine, avec le concours du Centre national d'études et de recherche sur le mouvement national et la révolution du 1^{er} novembre 1954.

Il retrace le parcours de Krim Belkacem, incarné à l'écran par Sami Allam, à partir de la fin de la Deuxième Guerre mondiale, à laquelle il a participé avant de revenir dans son village natal de Oued Ksari où son père était caïd, son départ à Draâ El Mizan et son engagement dans les rangs du Parti du peuple algérien.

Militant actif, Krim Belkacem est poursuivi en 1947 pour atteinte à la souveraineté de l'Etat et rejoint le maquis avant

d'être condamné à mort pour une embuscade contre le caïd, son propre cousin.

En 1954, il rompt avec les Messalistes, rejoint le groupe des six chefs du FLN (Boudiaf, Ben Boulaid, Didouche, Bitat, Ben M'hidi) et prend la tête de la région de Kabylie, au déclenchement de la guerre de Libération nationale le 1^{er} novembre de la même année.

Le film relate également le déroulement de l'opération «Oiseau bleu», une tentative de créer un contre-maquis clandestin

composé d'Algériens de la région, armés et financés par l'armée coloniale déjouée par Krim Belkacem et Amar Ouamrane.

Autour de Abane Ramdane, joué par Mustapha Laribi, la fiction relate l'organisation et la tenue du Congrès de la

Soummam, événement majeur ayant permis la structuration de la révolution par la création du Cnra (Conseil national de la révolution) et du CCE (Comité de coordination et d'exécution).

Le film revient plus brièvement sur le rôle de Krim Belkacem dans la Zone auto-

me d'Alger avant de s'intéresser au «conflit» ayant opposé Krim Belkacem, Lakhdar Bentobal et Abdelhafidh Boussouf (les trois B) à Abane Ramdane avant sa mort en 1957.

Techniquement, le film souffre visiblement de lenteurs et d'approximations en matière de reconstitution des décors d'époque et d'effets spéciaux dans les scènes de bataille en plus d'une utilisation injustifiée d'images d'archives.

Des scènes du film suggèrent également un conflit entre Krim Belkacem et Houari Boumediene ainsi que la responsabilité des «trois B» dans la disparition de Abane Ramdane.

Interrogé sur ces points par les journalistes présents, le commandant Azzeddine (un des adjoints de Boumediene, chef de l'état-major à partir 1960) a indiqué que les faits qu'il qualifie d'«erreur» n'incombaient pas seulement à ces trois personnalités, mais aussi à «d'autres figures (de la guerre de Libération) porteuses d'ambition et de projets de société différents».

A.S

Film sur le colonel Lotfi

Le long métrage bientôt projeté en avant-première

Le réalisateur algérien Ahmed Rachedi revient ces derniers temps sur la vie et le parcours de plusieurs militants et martyrs de la guerre de Libération nationale. Après avoir présenté, jeudi, son long métrage de fiction historique «Krim Belkacem», le réalisateur annonce que les dernières retouches sur un film sur le colonel Lotfi se font actuellement pour être projeté en avant-première à Alger.

Cette fiction, dont le tournage avait été entamé en septembre 2012, était inscrite au programme des célébrations du cinquantenaire de l'indépendance.

A.S.

Théâtre

«La vie des Constantinois sous le règne de Salah Bey» sur les planches

Une pièce sur la vie à Constantine sous le règne de Salah Bey, actuellement en montage, inaugurera le volet théâtral de la manifestation «Constantine, capitale de la culture arabe», a indiqué jeudi le directeur du théâtre régional de la ville, Mohamed Zetili. L'œuvre de 100 minutes sera présentée le 23 avril prochain sur la scène du TRC qui fait actuellement l'objet d'importants travaux de

réhabilitation, a précisé le même responsable à l'APS, ajoutant que les répétitions générales se feront au TRC en février prochain, quelques jours après la réception de la scène rénovée.

M. Zetili a affirmé que le programme du TRC pour le grand rendez-vous culturel de la ville prévoit également la présentation, en octobre prochain, d'une seconde production

adaptée de l'œuvre satirique «An naib El Mohtaram» (L'illustre élu) d'Ahmed Rédha Houhou. Plus de 150 œuvres théâtrales, de production locale, nationale, arabe et étrangère, sont programmées tout au long de l'année au théâtre régional de Constantine, à raison de trois représentations pour chaque pièce, a affirmé le même responsable.

F.H.

L'OSN dirigé par Volodymyr Sheiko

Des œuvres universelles à trois temps

L'Orchestre symphonique national (Osn), dirigé par le maestro ukrainien Volodymyr Sheiko, a gratifié le public, à Alger, d'un florilège de musiques universelles écrites dans le rythme dansant de la valse, de l'époque romantique du XIX^e siècle. Habitué à se produire sur la scène du Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi (TNA), Volodymyr Sheiko a vite pris les choses en main dans une prestation dédiée au romantisme et au rythme de la valse (3/4), reprenant uniquement des mouvements les plus connus des grandes œuvres universelles.

A travers un programme savamment préparé, quinze œuvres réunissant de grands noms de la musique classique universelle ont ravi l'assistance, combinant la douceur des mélodies avec l'agilité du doigté et les belles prouesses techniques.

Les pièces «Polonaise» et «La belle au bois dormant» de Piotr Ilitch Tchaïkovski ainsi que la pièce de Modest Moussorgski «Une

nuit sur le mont chauve», ont constitué une belle annonce d'un concert qui promettait déjà d'être plaisant.

Les valse : «Les vêpres siciliennes» de Giuseppe Verdi, «Mascarade» d'Aram Khatchatourian et «Mystères de Petersburg» d'Andreï Petrov, ont procuré du bien-être à une assistance bien recueillie.

«La danse hongroise» de Johannes Brahms, a été entonnée à la conclusion de la première partie très applaudie par l'assistance qui s'est délectée dans la gaieté et la joie.

Alliant la féminité des modes mineurs aux tons relevés des gammes majeurs, les instrumentistes de l'OSN, soutenus par une dizaine de musiciens ukrainiens, ont excellé par leur professionnalisme, alternant lenteur et rapidité dans des mouvements nuancés, à ascendances régulières.

La deuxième moitié du programme a été consacrée aux valse viennoises de Johann Strauss, donnant une belle opportunité à l'OSN d'étaler pas moins de sept pièces

durant lesquelles les musiciens ont brillé de professionnalisme.

Volodymyr Sheiko, bien inspiré et complètement dans ses partitions a déployé avec l'OSN les pièces, «Le Baron tzigane, Les voix du printemps, Trich-trach, New pizzicato, Sous le tonnerre et les éclairs, Sur la chasse et de conclure dans l'euphorie avec La marche de Radetzky.

L'entrée payante n'a pas dissuadé le public nombreux à faire le déplacement, estimant qu'«il est temps de se mettre aux normes» et que «payer sa place est la meilleure manière, selon un mélomane, de contribuer à la promotion de la culture». «Du temps de Mahieddine Bachtarzi et Mustapha Skandrani, j'ai toujours été une spectatrice assidue de ces lieux, je me suis toujours nourrie l'esprit de culture, j'aime le patrimoine national et les œuvres universelles», a martelé El Hadja Fifi, venue avec sa fille et ses petits-enfants.

L.B.

Rendez-vous culturels

Jusqu'au 23 janvier :

Exposition «L'Algérien et la Grande Guerre-Eclats de vie. Grand rendez-vous centenaire de la guerre 14/18», réalisée par les élèves du LIAD.

Musée d'art moderne et contemporain d'Alger

Jusqu'au 31 janvier : 6^e Festival international d'art contemporain.

Palais de la culture Moufdi- Zakaria

Jusqu'au 31 janvier : 7^e édition du «Salon d'automne» des arts plastiques.

Musée public national du Bardo

Jusqu'au mois de mars : Exposition «Pouvoirs des perles d'Afrique» (collection de Tonia Marek).

Galerie «L'Art à part»

Jusqu'au 31 janvier : Exposition du photographe Hocine Zaourar.

Maison de la culture de Tiaret

Du 18 au 24 janvier : Festival national de la chanson engagée.

Maison de la culture de Koléa

Jusqu'au 20 janvier : Festival maghrébin de musique andalouse.

Coup-franc direct



Hannachi où l'art de se dérober

Par Anouar M.

Le président de la JSK, Moh Chérif Hannachi, ne s'est pas rendu mercredi soir à la cérémonie du soulier en or organisée par les confrères d'El Khabar Eriadhi et qui a rendu donc hommage au buteur du Championnat de Ligue 1 de la saison dernière et qui n'est autre que le défunt attaquant de la JSK, Ebossé. L'occasion était pourtant donnée au patron des Canaris pour présenter ses excuses à la famille du joueur et notamment sa mère et son frère qui s'étaient déplacés à Alger pour recevoir le trophée et le prix de la récompense et ce pour ne pas avoir affaire juste avec ces derniers qui attendaient en vain qu'il tienne ses engagements quant aux salaires qu'il devait verser comme promis. Hannachi a-t-il quelque chose à se reprocher ou bien tente-t-il de se dérober de ses devoirs ? Pourtant il avait laissé entendre que si un membre de sa famille se rendait en Algérie, il lui octroierait son dû sans aucun problème. Le patron des Canaris n'a donc pas tenu parole et cela donnera une mauvaise image du football algérien et des clubs algériens qui ne tiennent pas en compte ces faits graves surtout que cela donnera ensuite à réfléchir pour les joueurs africains qui se déplaceront en Algérie pour y évoluer. Pourtant, c'est toute la famille de la JSK qui devait en pâtir et tenter d'aider cette famille qui attend un geste symbolique des responsables du club où jouait leur fils et où il s'était donné à fond. A. M.

Madjid Bougherra «Nous sommes très motivés»

Le capitaine de la sélection algérienne de football, Madjid Bougherra, a assuré jeudi que les Verts sont «très motivés» pour réaliser un parcours de premier ordre en CAN-2015 qui se déroulera du 17 janvier au 8 février en Guinée équatoriale. «Nous devons aborder la compétition avec une mentalité de guerriers, nous possédons une forte équipe et nous aurons notre mot à dire face aux grandes équipes», a déclaré Bougherra avant le départ de la délégation algérienne pour la Guinée équatoriale. Le défenseur



des Verts a mis l'accent sur la nécessité de réaliser un résultat positif lors de la CAN-2015, en soulignant que «l'aspect psychologique sera déterminant d'autant plus que les conditions s'annoncent difficiles en terre africaine». L'ancien joueur des Glasgow Rangers est également revenu sur la préparation de l'équipe estimant que «la première phase ponctuée par un match amical face à la Tunisie (1-1) s'était bien déroulée et que maintenant il fallait se concentrer sur la phase finale qui sera plus importante».

A l'initiative d'EL Khabar Eriadhi Le soulier d'or 2013-2014 remis à la mère d'Ebossé

Le soulier d'or du meilleur buteur du Championnat d'Algérie de football 2013-2014 a été remis mercredi soir à Alger à la mère de l'attaquant camerounais Albert Ebossé, décédé à la fin d'un match à Tizi Ouzou en août 2014. Ebossé, et pour sa première expérience en Algérie, a terminé aux commandes du classement des buteurs avec 15 buts marqués sous le maillot de la JS Kabylie. Il est mort le 23 août, à la fin d'un match perdu à domicile face à l'USM Alger (2-1) comptant pour la 2^e journée de la Ligue 1, touché par un projectile lancé des tribunes. Emue par ce trophée qu'elle a reçu au cours de cette troisième édition du Soulier d'or organisée par le quotidien sportif «El Khabar Eriadhi», la mère d'Ebossé a tenu à exprimer toute sa gratitude envers «les Algériens, les coéquipiers d'Albert à la JSK et la direction du club». «Albert m'avait caché la nouvelle de son voyage en Algérie pour signer à la JSK (en août 2013, ndr). Ce n'est qu'après deux jours qu'il m'en avait appris. Le jour où il était mort, il m'avait appelé à 15h pour me dire qu'il va jouer un match à 19h. Il m'a informé que ce match allait être transmis sur une chaîne de télévision satellite me demandant de le suivre. A 23h00, ses sœurs m'annoncent la triste nouvelle», s'est-elle rappelée retenant difficilement ses larmes. «J'ai déjà perdu un fils avant



lui. Il était un entraîneur de football et c'était ce dernier qui a encouragé Albert à devenir footballeur» a-t-elle dit. Plusieurs autres trophées ont été attribués lors de cette soirée organisée dans un hôtel à Alger. Amar Ammour, qui a mis fin à sa carrière l'été dernier, a été désigné meilleur joueur à la retraite. Hocine Achiou, buteur de la L2 lors de l'exercice précédent sous les couleurs de l'USM Bel-Abbès, a obtenu le soulier d'argent. Abdelkader Amrani (MO Béjaïa) a été sacré meilleur entraîneur de l'année. Le boxeur Djamel Dahou, lui, a remporté le trophée du meilleur sportif de l'année, alors que Lamine Zemamouche s'est adjugé le titre de meilleur gardien de but de la saison. Le prix de «la légende du football de l'Algérie profonde» est revenu à l'ancien joueur du CABBA, Abdelkrim Loucif.

CAN 2015 Top départ !

■ C'est aujourd'hui donc que débute la CAN 2015 en Guinée équatoriale, du 17 janvier au 8 février prochain.

Anouar M.

À noter que cette édition était prévue au Maroc mais ce dernier s'est désisté en dernière minute, en raison de ses craintes pour le virus d'Ebola-du moins c'est la raison invoquée par les responsables marocains et c'est ce qui a amené les dirigeants de la CAF et le président, Issa Hayatou, à leur retirer l'organisation du rendez-vous africain, surtout que pour eux, il était impossible de le reporter comme le demandait le Royaume chérifien. Une course contre la montre a été ensuite engagée par les responsables de la CAF qui ont contacté de nombreux pays pour tenter de les convaincre d'organiser cette édition mais la majorité ont refusé sous prétexte que le temps qui leur a été imparti était trop court et qu'ils ne pouvaient donc pas être prêts.

Seule la Guinée équatoriale s'est dit disposée à l'organiser après les sollicitations de Hayatou qui a discuté avec le président de ce pays en personne. La CAF a prévenu tout le



Les Verts seront une des attractions de cette CAN

monde qu'il y aura des imperfections pour cette édition qui aura lieu en Guinée équatoriale et qui a eu déjà à l'organiser en compagnie du Congo en 2012.

Toutefois, cette fois-ci les choses différaient étant donné qu'elle l'organisera dans la précipitation et que seuls deux stades étaient prêts à cent pour cent, alors que les dernières retouches sur deux stades nouvellement bâtis, dont celui de Mongomo où évolueront les Verts, ont été effectués en dernière minute.

Les Equato-guinéens et malgré leurs efforts n'ont pas pu être prêts, en témoigne les premiers couacs

dans l'organisation avec les journalistes qui ont été surpris par le fait qu'ils devaient se rendre à Bata pour effectuer les formalités pour l'accréditation. Pour ce qui est du volet technique, il faut savoir que les observateurs donnent plusieurs équipes comme favorites, dont l'Algérie qui est la première équipe africaine au classement Fifa et qui a réussi un excellent Mondial.

Il y a aussi des équipes comme le Ghana, la RDC, le Cameroun, la Tunisie, alors que les chances du pays organisateur de réaliser quoi que ce soit sont minimes.

A. M.

Coupe d'Afrique des Nations 2015 Les Verts porteront des kits Adidas

L'accord prendra effet en ce début du mois de janvier 2015, Adidas a annoncé jeudi la signature d'un partenariat à long terme avec la Fédération algérienne de football portant sur l'équipement de l'équipe algérienne par Adidas durant la Coupe d'Afrique des Nations 2015.

L'équipe algérienne de football portera des kits Adidas temporaires au cours de la Coupe d'Afrique des Nations 2015, qui débutera aujourd'hui samedi 17 Janvier 2015, a indiqué un communiqué de l'équipementier sportif Adidas. En outre, la même source soulignera que «bien que ces kits ne soient pas disponibles à l'achat pour les fans, Adidas prévoit de travailler en étroite collaboration avec la Fédération algérienne de football pour développer un kit personnalisé plus tard dans l'année, qui sera disponible dans les magasins Adidas».

A ce propos, Claus-Peter Mayer, vice-président du marketing football mondial chez Adidas, déclare : «Rajouter une nation de football au potentiel comme l'Algérie est un excellent atout pour notre portefeuille. Ceci témoigne de notre investissement continu dans le football en Afrique. Avec la grande réussite de



cette équipe à la Coupe du monde de la Fifa 2014, nous sommes ravis d'établir cette relation solide et sommes impatients de voir le football algérien progresser au cours des prochains mois et années.»

Considérée comme une grande nation dans le monde du football, l'Algérie a atteint le deuxième tour de la Coupe du monde 2014 au Brésil pour la première fois. L'équipe a déjà impressionné ses fans en terminant en tête de leur groupe pendant les phases de qualification de la Coupe d'Afrique des Nations 2015 et devrait facilement atteindre les phases finales du tournoi, a encore souligné

la même source. Leader mondial en football, Adidas est le sponsor officiel des plus grandes compétitions comme la Coupe du monde, la Coupe des Confédérations Fifa, la Ligue des champions, L'Europa League. Adidas est également le sponsor des meilleurs clubs de football, comme le Real Madrid, le FC Bayern Munich, l'AC Milan, Flamengo et Chelsea. Quelques-uns des plus grands joueurs de la planète sont des ambassadeurs d'Adidas à l'instar de Leo Messi, Gareth Bale, Dani Alves, Oscar, Xavi, Karim Benzema et Bastian Schweinsteiger.

Lynda N. B.

Les Verts à pied d'œuvre en Guinée équatoriale

La sélection algérienne de football s'est envolée jeudi pour la Guinée équatoriale en vue de sa participation à la Coupe d'Afrique des nations-2015 qui débutera aujourd'hui et se poursuivra jusqu'au 8 février. Le ministre des Sports, Mohamed Tahmi, a salué les joueurs et leur staff à l'aéroport Houari Boumediène d'Alger, avant leur embarquement à destination de Malabo. Les protégés de l'entraîneur français Christian Gourcuff, ont tran-

sité par la capitale equato-guinéenne pour subir les tests de prévention contre le virus Ebola avant de poursuivre leur chemin vers la ville de Mongomo où ils éliront domicile. Lors de la CAN, l'équipe nationale évoluera dans le groupe C en compagnie du Ghana, de l'Afrique du Sud et du Sénégal. Les Algériens débiteront la compétition face aux Sud-Africains le 19 janvier au stade de Mongomo. La liste des 23 des Verts a connu un autre changement

après le forfait, pour blessure, du gardien de but de l'USM Alger Mohamed Lamine Zemamouche. Il a été remplacé par celui du CS Constantine, Si Mohamed Cédric. Auparavant, le sélectionneur national a fait appel à Ahmed Kashi (FC Metz, France) et Lyacine Cadamuro (Osasuna, Espagne) pour pallier les absences, pour blessures aussi, de Mehdi Abeid (Newcastle, Angleterre) et Essaid Belkalem (Trabzonspor, Turquie).

Ph. > DR.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejournalalgerie.com>

Point d'ordre

Il a parlé aux musulmans

Par Nazim Rochd

François Hollande, le président français, a trouvé de quoi meubler le trou fait dans son agenda, par l'annulation du sommet sur l'Ukraine, au Kazakhstan. Et pas seulement. Il a cru pouvoir se rattraper d'avoir oublié les «Français musulmans». Et puis la circonstance se prêtait à merveille. Il y avait l'ouverture du premier forum international sur le «renouveau du monde arabe». Hollande aurait pu rater l'occasion, si rien n'était venu lui perturber son emploi du temps. Tant qu'à faire, il a fait comme s'il avait inscrit le fait dans ses préoccupations et il a parlé aux «Français musulmans». La presse dit que tout le monde est content, lui en premier et les «Français musulmans» aussi et surtout, qui croyaient qu'il les avait ignorés. Un «exercice périlleux» pour lui, dit-on, qu'il a réussi avec maestria. Il a même laissé croire que son intervention était prévue et qu'elle n'était pas due à un hasard de calendrier chahuté, puisque l'on parle de «geste fort vers les musulmans». Ceci étant, il est resté cette histoire d'avoir privilégié la Grande synagogue de Paris, alors que l'événement concernait fondamentalement l'Islam, tel que les attentats parisiens le signifiaient et que la machine médiatique le présentait. A ce propos, certains de ses conseillers, cités par la presse, auraient argumenté de la chose. Selon eux : «Quatre juifs sont morts parce qu'ils étaient juifs. Si le président n'était pas allé à la synagogue, personne ne l'aurait compris». C'est bien trouvé, pourrait-on dire. Sauf qu'il faut avoir intégré les codes en

vigueur et nager dans le référentiel ambiant, comprendre aussi qu'il était tout à fait naturel que Benjamin Netanyahu soit l'invité d'honneur, que les milliers de morts et de blessés palestiniens qu'il a sur la conscience, s'il en a une, sont inscrits aux pertes et profits d'une comptabilité sans nom et qu'il faut s'en imprégner définitivement. Tant pis, donc, s'il n'a pas été tenu compte qu'à contrario il se pouvait que «personne n'aurait compris» que soient occultés les «Français musulmans», en ce jour de grande messe «républicaine», où il fallait justement démontrer et marquer que l'Etat ne faisait pas d'amalgame entre les tueurs et leur appartenance religieuse. Il ne fallait pas «communautariser le débat» a dit le président. Il croit avoir convaincu. Mais, il n'a pas tenu compte qu'il fallait juguler, au moins politiquement, la vague de haine qui submerge certains milieux, trop heureux d'avoir le prétexte pour la laisser se déverser. Surtout que l'un des enjeux de la «marche» était de faire passer un message de tolérance et de conciliation entre les différentes composantes de la société française et de dénoncer les «amalgames». Même si l'on peut dire qu'il vaut mieux tard que jamais, il semble plutôt que le pouvoir français ait d'autres sentiments que ce qu'à dit M. Hollande, que «les Français musulmans ont les mêmes droits, les mêmes devoirs que tous les citoyens». Passons sur les envolées lyriques sur l'Islam et la démocratie, assorties de menaces à peine voilées contre des contrevenants dont il faut définir le profil.

N. R.

Béjaïa

Deux individus auteurs de vol de 9 magasins arrêtés

DEUX INDIVIDUS, auteurs de neuf cambriolages de magasins dans la ville de Béjaïa les derniers jours de l'année écoulée, ont été appréhendés par les services de la sûreté de wilaya en coordination avec les sûretés urbaines jeudi après-midi. «B.S. 23 ans et son cousin B.K.H. 23 ans, résidant respectivement à Dar Djbel et au boulevard Krim Belkacem, sont connus des services de sécurité pour antécédents judiciaires», indique la cellule de communication de la sûreté de wilaya. Ils ont été arrêté par la police judiciaire du 4^e arrondissement la nuit à Sidi-Ahmed,

alors qu'ils tentaient de cambrioler un magasin de téléphones portables et produits électroniques et disparaître à bord d'une voiture de location de type 207 de couleur blanche. L'enquête a permis aux policiers de récupérer les objets volés et la saisie de la voiture utilisée par les deux individus qui ont été placés en détention provisoire par le parquet de Béjaïa pour «association de malfaiteurs, vol par effraction avec circonstances de nuit, utilisation de véhicule». «L'enquête se poursuit toujours», précise la même source.

H. C.

ALGER

MANIFESTATIONS POPULAIRES DE SOUTIEN AU PROPHÈTE



Protestant contre la une de Charlie Hebdo

Des centaines de personnes marchent à Alger

■ Organisée en signe de protestation contre la dernière une de l'hebdomadaire satirique français, cette manifestation, qui a drainé beaucoup de monde de différents âges et sexes, dont un nombre important d'enfants, a-t-on pu le noter, a démarré après la fin de la prière hebdomadaire du vendredi.

Par Massinissa Benlakehal

Des affrontements ont eu lieu hier à Alger, entre manifestants et forces anti-émeutes, lors d'une marche à laquelle ont appelé des partis et des associations pour protester contre la une du dernier numéro de *Charlie Hebdo*.

Des centaines de personnes ont donc rejoint la manifestation qui a démarré du quartier du 1^{er}-Mai à destination de la place des Martyrs.

Organisée en guise de protestation contre la dernière une de l'hebdomadaire satirique français, cette manifestation, qui a drainé beaucoup de monde, de différents

âges et sexes, dont un nombre important d'enfants, a-t-on pu le noter, a démarré juste après la fin de la prière hebdomadaire du vendredi.

Arrivés au niveau de la Grande Poste, la foule s'est éparpillée en plusieurs groupes avant de se regrouper au niveau du square Port Saïd où les manifestants s'en sont pris aux éléments des forces anti-émeutes, avec des jets de pierres, a-t-on appris. La police a dû avoir recours aux camions à eau pour disperser la foule au niveau du siège de l'APN, au boulevard Zirout-Youcef.

Un dispositif sécuritaire important a été dépêché pour contenir le mouvement de protestation au

niveau de la rue Benboulaïd, au centre-ville, mais aussi l'empêcher d'atteindre le Palais du gouvernement, a-t-on noté.

Peu de temps après le début de cette marche, la police a pu rétablir la circulation routière, jusque-là coupée, au niveau de plusieurs artères du centre d'Alger.

La foule scandait des slogans glorifiant le Prophète Mohamed, tandis que d'autres, faut-il le préciser, étaient purement d'ordre extrémiste faisant l'apologie du terrorisme, a-t-on constaté sur les lieux.

A l'heure où nous mettons sous presse, seul un photographe de presse a été blessé, a-t-on rapporté, suite à des jets de pierres.

M. B.

Marché de fruits

La production augmente, les prix aussi

L'UN DES FAITS qui prouvent que la politique des prix échappe à toute loi, y compris celle de l'offre et de la demande, c'est que même quand la production est abondante et en hausse, les prix le sont aussi. Concernant les fruits, l'on constate que les produits importés sont plus accessibles que ceux de la production locale. Malgré une production nationale jugée satisfaisante et en hausse, les prix des fruits connaissent une augmentation systématique d'environ 20 à 30% chaque année. Il est clair qu'il s'agit d'un marché dont les produits ne peuvent connaître une stabilité des prix, mais les potentialités du sol algérien ainsi que sa générosité auraient pu assurer une production avec des prix plus raisonnables, ce qui n'est malheureusement pas le cas. Jusqu'à maintenant, les produits locaux de saison, présents en abondance, affichent les mêmes prix que les fruits importés, tandis que certains sont de loin plus chers comme c'est le cas des dattes dont les prix varient de 200 à 500 DA. Les prix des fruits oscillent globalement entre 100 et 200 DA et ne connaissent aucun recul même quand la production augmente et que le marché est saturé. C'est en fait le cas

du marché des agrumes dont les prix sont revus à la hausse, une production qui a pourtant connu une hausse de 30%. C'est en tout cas ce qui a été relevé par le secrétaire général de l'Union nationale des paysans Algériens (Unpa), Mohamed Alioui. Intervenant à l'ouverture du premier Salon des agrumes de la commune de Oued El Alleug, dans la wilaya de Blida, M. Alioui a fait part d'une «grande disponibilité des agrumes durant cette saison sur le marché, contrairement aux années précédentes où la récolte était épuisée au bout d'un à deux mois». Le SG de l'Unpa a également relevé une «augmentation progressive de la production maraîchère et fruitière nationale», grâce «aux efforts consentis par l'Etat au profit de ce secteur d'importance», signalant la mise au point d'un nouveau programme par le ministère de tutelle prévoyant le renouvellement des arbres ayant dépéri, au même titre que les espèces accusant un manque en Algérie, a-t-il expliqué. La plaine de la Mitidja, s'étalant sur les wilayas de Blida, Tipasa, Boumerdès et Alger, est classée leader national en matière de production d'agrumes. Intervenant à

l'occasion, le président de l'APC de Oued El Alleug, Ahmed Ferhoune, a signalé que sa commune occupe depuis six années la première place nationale en matière de production d'agrumes. Il a néanmoins déploré un déficit en eau d'irrigation, en dépit de l'existence d'une importante nappe d'eau souterraine dans la région de Megtaâ Kheira. Ceci ajouté à l'interdiction faite aux agriculteurs locaux de procéder à des forages anarchiques sans autorisation, qui est «très difficile à acquiescer», a-t-il fait remarquer. M. Alioui et Ouchene se sont engagés au lancement d'une étude technique pour la prise en charge de ce problème (d'irrigation) à partir du barrage Bouroumi (Tipasa) ou Douéra, voire même à partir de l'oued Chiffa, qui comporte de nombreuses retenues collinaires. L'organisation, durant trois jours, du Salon des agrumes, est inscrite au titre de la politique gouvernementale visant l'encouragement de la production nationale et locale, afin de «réduire les importations agricoles», a-t-il fait savoir. Il s'avère donc que l'objectif est de réduire les importations agricoles et non pas les prix des produits agricoles...
Yasmine Ayadi